



**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de biens et services pour la réalisation
d'ensembles électrotechnique, fluide et informatique
pour bancs de tests, piles à combustible et électrolyseurs**

2026SERV000001

Toulouse INP
Plateforme Hydrogène
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.3 – Procédure de passation.....	5
1.4 - Décomposition et forme du contrat	6
1.5 – Conditions d’exécution des prestations	6
3 – Intervenants.....	7
3.1 – Maître d’ouvrage.....	7
3.2 - Sous-traitance	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Durée et délais d'exécution	8
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	8
6.2 - Délais d’exécution et de livraison	8
7 - Prix.....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
7.2 - Modalités de variation des prix	8
8 - Garanties Financières	9
9 - Avance	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes.....	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants	11
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
12 - Développement durable.....	11
13 - Constatation de l'exécution des prestations	12
13.1 - Vérifications	12
13.2 - Décision après vérification	12
14 - Garantie des prestations.....	12
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
16 – Pénalités	12
16.1 - Pénalités de retard dans le délai d’exécution global.....	12
16.2 - Pénalités de retard en cas de retard relatif à la date de livraison	12
17 - Assurances	13
18 - Résiliation du contrat.....	13
18.1 - Conditions de résiliation.....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
19 - Règlement des litiges et langues.....	14
20 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

L'achat de prestation de biens et services pour l'accompagnement dans la réalisation d'ensemble électrotechnique, fluide et informatique pour bancs de tests pile à combustible et électrolyseur

Contexte du contrat

Depuis 2019, la Région Occitanie a mis en place son plan « Hydrogène Vert », prévoyant des investissements à hauteur de 150 millions d'euros d'ici à 2030 pour soutenir le développement des technologies de l'hydrogène en lien avec la production d'hydrogène vert et la mobilité décarbonée, dont le développement de l'avion du futur. Cela s'inscrit dans l'ambition de la Région Occitanie de devenir la première région à énergie positive à l'horizon 2050, avec une première échéance entre 2019 et 2030. Cette stratégie régionale autour de l'hydrogène va complètement de pair avec la stratégie nationale de déploiement d'hydrogène décarboné pour poursuivre la transition énergétique et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Dans ce contexte la Plateforme Hydrogène participe à de nombreux projets d'investissements, d'équipements et de tests sur les technologies Hydrogène.

Cette Plateforme s'appuie sur un historique de plus de 20 ans de travaux de recherche autour de ces technologies menées par les laboratoires toulousains LAPLACE, CIRIMAT, LGC et IMFT et qui dépendent des trois mêmes tutelles, à savoir Toulouse INP, l'Université Toulouse III - Paul Sabatier (UT3) et le CNRS. Ces travaux s'appuient sur des moyens d'essais déjà très significatifs réparties sur 4 sites, dont le principal est situé sur le campus de Toulouse INP à Toulouse/Labège ; elle est gérée actuellement par Toulouse INP. Plusieurs industriels (SAFRAN, LIEBHERR, AIRBUS, ALSTOM Hydrogène...) y effectuent déjà également de très nombreux tests en collaboration avec tout ou partie des quatre laboratoires impliqués. Cette plateforme a été créée en 2009/2010 et a connu plusieurs vagues de développement pour devenir une des trois plus grandes plateformes dédiées aux technologies de l'hydrogène de France. Dans les années à venir cette Plateforme se transformera pour devenir le Technocampus Hydrogène Occitanie. * Les objectifs de cette nouvelle Plateforme Hydrogène qui sera localisé à Cugnaux/ Francazal sont à la fois multiples et extrêmement liés les uns aux autres :

- Proposer un outil moderne d'accompagnement à la recherche dans le domaine, développer une offre de services pour les entreprises du secteur et proposer de nouvelles fonctionnalités aux industriels
 - Permettre les essais de forte puissance et/ou en conditions spécifiques (enceinte climatique, vibration, inclinaison...)
 - Accompagner les entreprises dans la qualification de leurs produits.
- Accroître les moyens de tests permettant la conduite d'investigations plus poussées et /ou nouvelles autour des technologies de l'hydrogène :
 - Poursuite du développement et du regroupement des moyens d'essais des quatre laboratoires impliqués
 - Introduction de nouvelles activités (combustion de l'hydrogène, stockage de l'hydrogène...)
- Proposer un outil adapté pour former aux technologies liées à l'hydrogène :
 - Développer une plateforme pédagogique innovante et idéalement positionnée à proximité immédiate de la plateforme recherche et ainsi mutualiser les infrastructures.

* Présentation du Technocampus Hydrogène Occitanie : <https://www.laregion.fr/technocampus-hydrogene-occitanie>

Spécifications techniques :

Glossaire :

PEMFC/WE= piles à combustible/électrolyseur à membrane échangeuse de protons

HT= haute température

BT = basse température

SO = solide oxyde

PAC = pile à combustible

ELYZ = électrolyseur

IHM = Interface homme machine

PXI = PCI (Peripheral Component interconnect) extensions for instrumentation

Afin de préparer ce nouveau Technocampus, environ 5/6 bancs d'essais et autres moyens d'essais sont prévu d'être construits dans les deux années à venir. Ces bancs d'essais permettent notamment de tester des piles à combustible (PEMFC petite puissance à très forte puissance) et des électrolyseurs (SO, FC etc.) dans différentes conditions ou situations spécifiques (étude de vieillissement des piles à combustible et électrolyseurs, optimisation de leur condition d'arrêt et de démarrage, optimisation de leur gestion électrique). Les équipes de la plateforme conçoivent et construisent entièrement ces bancs de tests.



Ces bancs d'essais sont financés dans le cadre de projets d'envergures soutenus par l'Union Européenne, l'Etat, la Région Occitanie, Toulouse Métropole etc. et quelques industriels. Dans l'objectif de tenir les engagements pris lors du lancement des projets, La Plateforme Hydrogène souhaite mettre en place ce nouvel accord cadre pour les deux prochaines années (avec reconduction expresse possible de deux ans) avec pour objectif la participation à la réalisation du montage, et de la mise au point de bancs d'essais. L'ensemble de ces prestations devant être réalisées de manière efficace et autonome.

Cet accord cadre est divisé en 2 lots pour répondre aux besoins de la Plateforme Hydrogène dans certains domaines techniques.

Lot 1 : Acquisition d'outils logiciels de contrôle et de supervision pour des bancs de test Pile à combustible/électrolyseurs petites, moyennes et fortes puissances

Le but de ce lot est de réaliser, sous l'environnement Labview, la semi-automatisation de bancs d'essais en déroulant un scénario programmé à l'avance (séquenceur). Pour fixer les idées, il s'agit typiquement (mais non exclusivement) de pouvoir réaliser de manière idéalement totalement automatisée les séquences suivantes :

- Démarrage du banc (mises en gaz, contrôles de sécurité, montée en température, etc.),
 - Réalisation de mesures de performances de piles à combustible en faisant varier tout ou partie des conditions opératoires (pression, température, débits, humidité de gaz...) avec des appareils de mesure (couplage avec un « Diagnostack » principalement qui est un équipement de caractérisation développé spécifiquement pour ce type d'essais) autour du banc de test concerné,
 - Arrêt normal du banc ou en mode sécurisé si au moins un des critères de sécurité était dépassé.
- Le tout conduisant à la génération d'une base de données expérimentales qui doit être synchronisée.

De manière plus technique, les exigences techniques minimales à respecter doivent permettre de :

- Réaliser, de la façon la plus automatisée possible, la conduite d'un essai détaillé dans un mode opératoire étape par étape.
- Synchroniser les horloges du PC IHM, contrôleur PXI (labview RT, Temps Réel) et PC « Diagnostack » (outil de mesure et caractérisation de piles à combustible)
- Dialoguer avec les équipements externes au banc (notamment thermorégulateurs, charges actives) avec souplesse dans les modes de communication/bus
- Créer une IHM pour la définition des séquences automatisées
- Piloter le démarrage et l'arrêt de la mesure de l'équipement de mesure « Diagnostack »
- Gérer automatiquement des enregistrements et évaluation de la saturation en ressource/optimisation du code

Le présent marché comporte les prestations suivantes :

- X l'acquisition
- X la livraison
- X la garantie
- X Le service après-vente/maintenance

Lot 2 : Prestations d'intégration de sous-ensembles électrotechniques, mécaniques et fluidiques dans un système complexe (bancs d'essais, équipements de tests, ...).

Ce lot englobe ici plusieurs types de prestations d'un accompagnement expérimenté pour la réalisation, la qualification et la mise en service des fonctions demandées du banc de test en autonomie (Pile à combustible PEMFC-HT, BT de petite à très forte puissance ainsi que des électrolyseurs de petites à fortes puissance et autre moyens d'essais allant jusqu'à la très forte puissance.)

De manière plus technique, il est attendu **les prestations d'accompagnement de réalisation minimales** suivantes :

- Fluidique (hydrogène, oxygène, air, azote et eau), thermique et électrique (électricité de puissance et de commande) sur des ensembles complexes tels que des bancs de tests de PEMFC, PEMWE, SO etc.

1.3 – Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, prévue à l'article L2124-2 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition et forme du contrat

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, sans minimum mais avec un montant maximum.

Le contrat est découpé en 2 lots :

Lots	Description	Montant maximum (sur 2 ans)
Lot 01	Acquisition d'outils logiciels de contrôle et de supervision pour des bancs de test Pile à combustible/électrolyseurs petites, moyennes et fortes puissances	300 000 € HT
Lot 02	Prestations d'intégration de sous-ensembles électrotechniques, mécaniques et fluidiques dans un système complexe (bancs d'essais, équipements de tests, ...)	500 000 € HT

1.5 – Conditions d'exécution des prestations

Pour chaque lot, l'exécution des prestations doit être systématiquement précédée d'un bon de commande. Seul le bon de commande engage Toulouse INP. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

L'absence de commande à l'issue d'une mise en concurrence n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité au bénéfice des titulaires. La production de devis est gratuite et ne peut être facturée.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Chaque bon de commande est adressé par courriel.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

3 – Intervenants

3.1 – Maitre d’ouvrage

Pouvoir adjudicateur : Toulouse INP

Représentant du pouvoir adjudicateur : Présidente de Toulouse INP

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l’agent comptable de Toulouse INP

Suivi administratif du marché subséquent : Service des Achats et des Marchés de Toulouse INP

Laboratoire chargé du suivi technique et financier du marché subséquent : LAPLACE – Plateforme Hydrogène

Lieu d’exécution : 6 Allée Emile Monso, Bâtiment C, 31400 Toulouse

3.2 - Sous-traitance

La fourniture du système demandé devra être réalisée par le titulaire du marché.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

Chaque lot est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans, renouvelable tacitement une fois. Si le pouvoir adjudicateur envisage de dénoncer le contrat au terme de la période initiale, il devra en informer le titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date de reconduction du contrat.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat de chaque lot.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/04/2026.

6.2 - Délais d'exécution et de livraison

Les prestations devront être effectuées et livrées conformément à un calendrier établi conjointement entre le client et le fournisseur.

Les prestations peuvent être réalisées sur 4 lieux :

- Plateforme Hydrogène - 6 allées Emile Monso, 3100 Toulouse.
- Halle technologique de Rangueil – Catar, 539 All. Huguette Delavault, 31400 Toulouse
- Aéroport de *Francazal* 135 av. du Comminges 31270 Cugnaux
- Laboratoire LAPLACE site ENSEEIHT - 2 Rue Charles Camichel, 31000 Toulouse

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires, conformément aux stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année, puis peuvent être révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La révision peut porter sur l'ensemble des prix du BPU.

La révision se fait à l'initiative des titulaires, et ils devront solliciter par courriel électronique l'application de la formule au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, avec effet à la date de révision. Ils adresseront au service des marchés de Toulouse INP (marches@inp-toulouse.fr) le calcul des prix révisés, ainsi qu'une proposition de BPU actualisé.

A défaut de communication de leurs nouveaux tarifs, les titulaires resteront engagés sur les prix initiaux. La révision de prix, acceptée par Toulouse INP ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe. Toutefois, la révision des prix ne sera acceptée qu'à la suite d'une décision explicite du service des marchés de Toulouse INP.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le M0 est le suivant : février 2026

Les prix sont révisés annuellement par la formule suivante pour tous les lots :

Formule
$C_n = 0,15 + 0,85 * I(n)/I(o)$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : Coefficient de révision
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période de reconduction. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence pour chaque lot est le suivant :

Lot	Libellé
Lot 01	CPF 58.2 – Édition de logiciels
Lot 02	Indice SYNTEC

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

A ce titre, et conformément au paragraphe 11.6.1 de l'article, les demandes de paiement, hors avance le cas échéant, et hors acomptes prévus par le présent document, ne peuvent être remises qu'à l'admission définitive des fournitures ou services correspondants, dûment notifiée au titulaire.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19311381800127

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Toulouse INP
Laboratoire LA PLACE – Plateforme Hydrogène
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Sans objet.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire devra optimiser ses déplacements.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, dans un délai de 60 jours calendaires.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le titulaire cède à Toulouse INP, à titre exclusif et définitif, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents au(x) logiciel(s) développé(s) et délivré(s) dans le cadre du présent contrat, y compris le code source, le code objet, la documentation technique et fonctionnelle, les interfaces, bases de données et éléments graphiques.

La cession porte sur l'ensemble des droits patrimoniaux, et notamment les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation, de modification, de traduction, de commercialisation et d'exploitation, sur tout support connu ou inconnu à ce jour, pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

16 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.1 - Pénalités de retard dans le délai d'exécution global

Lorsque le délai contractuel d'exécution d'un bon de commande est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

16.2 - Pénalités de retard en cas de retard relatif à la date de livraison

Le titulaire subira, en cas de non-respect du délai de livraison, une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour de retard calendaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services